

Budget Métropolitain : le ras-le-bol des acteurs économiques

« NON c'est NON »

La Métropole Aix-Marseille-Provence vient d'annoncer, par communiqué de presse, son intention de demander le déplaçonnement du Versement Mobilité (VM) dès 2026.

« Il s'agit d'une ligne rouge à ne pas franchir : les entreprises ne peuvent pas être davantage mises à contribution. Nous ne paierons pas une nouvelle fois pour un système qui doit d'abord être réinterrogé dans son fonctionnement et son efficacité », réagit Philippe Korcia, Président de l'UPE 13.

Avant de solliciter encore les entreprises, il serait nécessaire que la Métropole commence par optimiser sa gestion, en revalorisant la tarification pour tous et, surtout, en mettant fin à certaines incohérences comme la gratuité. Je rappelle que les entreprises versent déjà près de 500 M€ chaque année au titre du Versement Mobilité, dans un contexte économique tendu pour l'ensemble du tissu entrepreneurial.

Dans un contexte politique incertain et une conjoncture économique fragilisée, cette annonce va à rebours des attentes exprimées par les acteurs économiques lors de la campagne des municipales de 2026.

Cette décision suscite une vive opposition du monde économique. Elle entraînerait en effet une hausse significative de la contribution des entreprises de plus de 11 salariés, pouvant dépasser 110 M€ supplémentaires (dans l'hypothèse d'une augmentation de 0,5 % du VM).

Je vais réunir les fédérations et groupements professionnels partenaires de l'UPE 13 au sein du collectif #NousLentreprise afin de définir une position commune et de nous opposer à cette mesure qui pèserait lourdement sur les entreprises du territoire. Nous solliciterons officiellement un rendez-vous avec Nicolas Isnard, président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour obtenir des explications et, le cas échéant, travailler à des solutions pérennes pour la mobilité métropolitaine. »

Philippe Korcia

Président de l'UPE 13